

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
ADB/BD/IF/2010/05

FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT
ADF/BD/IF/2010/06

6 janvier 2010

Préparé par : OINF

Original : Anglais

Traduit par : CLSD

Date probable de présentation aux Conseils :
Sans objet

POUR INFORMATION

MÉMORANDUM

AUX : CONSEILS D'ADMINISTRATION

DE : Cecilia AKINTOMIDE
Secrétaire général p.i.

OBJET : NOTE D'INFORMATION SUR LES ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA
BANQUE DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE
L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)*

Veillez trouver ci-joint, pour information, le document cité en objet.

P.J.

Cc : Président

***Pour toute question concernant ce document, veuillez vous adresser à :**

M. B. PITTMAN	Vice-président	OIVP	Poste 2002
M. G. MBESHERUBUSA	Directeur	OINF	Poste 2034
M. A. DIALLO	Chef de division	OINF.3	Poste 2125
M. S. JACK	Ingénieur télécom. en chef	OINF.3	Poste 3000
M. A. YAHIAOUI	Chargé de TIC en chef	OINF.3	Poste 2471
M. E. YONAZI	Ingénieur télécom. principal	OINF.3	Poste 2732

Table des matières

1. Contexte	1
2. État d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie du Groupe de la Banque en matière de TIC	2
2.1 Infrastructure à large bande	2
2.2 Cadres stratégiques et réglementaires	2
2.3 Renforcement des capacités	5
2.4 Applications et services électroniques	3
2.5 Autres activités	3
2.5.1 Perspectives économiques en Afrique	3
2.5.2 PDIA	4
2.5.3 Sommet des Chefs d'État de l'UA	4
2.5.4 Site Web sur les TIC	4
3. Conclusion	4

PIECES JOINTES : ANNEXE 1

Sigles et abréviations

BAD	Banque africaine de développement
CAB	Réseau dorsal de l'Afrique centrale
CAETIC	Centre africain d'excellence en TIC
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGF	<i>Development Gateway Foundation</i>
EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est
EASSy	Réseau de câble sous-marin de l'Afrique de l'Est
ECOWAN	Réseau de la CEDEAO
EIES	Étude d'impact environnemental et social
FAD	Fonds africain de développement
FAT	Fonds d'assistance technique
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OINF	Département de l'infrastructure
OIVP	Vice-présidence, infrastructure, secteur privé et intégration régionale
PMR	Pays membres régionaux
PRI	Pays à revenu intermédiaire
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SATA	Association des télécommunications de l'Afrique australe
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UIT	Union internationale des télécommunications
UMA	Union du Maghreb arabe

NOTE D'INFORMATION SUR LES ACTIVITES DU GROUPE DE LA BANQUE DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

1. CONTEXTE

1.1 En octobre 2008, le Conseil d'administration a approuvé la Stratégie d'intervention dans les TIC de la Banque, dont l'objectif principal est d'apporter une contribution importante à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique dans les PMR. Cette contribution passe par l'intensification du rôle de la Banque en matière d'élargissement de l'accès à l'infrastructure TIC, la stimulation de l'investissement privé et l'amélioration – à terme – de la bonne gouvernance, grâce à des prestations de service publics efficaces, notamment pour l'éducation et la santé, qui devraient contribuer, de manière ultime, à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.

1.2 La stratégie vise à guider le personnel dans l'identification, la préparation et l'exécution d'opérations de financement et autres opérations dans le secteur des TIC. À court terme, la Banque devrait se concentrer sur deux piliers : i) réseaux dorsaux régionaux et nationaux – financement direct de l'infrastructure à large bande et ii) cadres stratégiques et réglementaires favorables, avec comme objectif principal la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

1.3 À moyen terme, la Banque devrait s'employer à stimuler la demande de réseaux et services TIC, par la promotion du cyber-gouvernement et la connectivité des écoles, des universités, des institutions sanitaires, ainsi que par des réponses adaptées aux besoins des États fragiles, des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire. Le renforcement des capacités internes et externes serait une activité transversale permanente aussi bien à court qu'à long terme.

1.4 La stratégie de la Banque en matière de TIC cadre avec les priorités définies dans la Stratégie à moyen terme (SMT) 2008-2012 de la Banque, qui estime que le développement de l'infrastructure est un facteur essentiel pour la croissance et l'amélioration de la compétitivité, nécessitant un accroissement des opérations relatives à l'infrastructure au cours de la deuxième période de la SMT, avec des investissements surtout orientés vers l'énergie, le transport, l'eau et l'assainissement, et les TIC. S'agissant du volet des TIC, la SMT met l'accent sur la réduction de la fracture numérique entre pays et régions, et entre villes et zones rurales.

1.5 En vue de favoriser l'alignement interne et la création de savoir, le Conseil d'administration a également approuvé la mise en place, pour la période intérimaire, d'un point focal pour les TIC placé sous l'autorité directe du Vice-président OIVP, qui joue un rôle de coordination. Dans le même temps, la Direction a établi un programme de travail et un plan d'exécution dans les domaines importants ci-après : cadres stratégique et réglementaire, développement de l'infrastructure et investissement, intégration des TIC dans le développement, gestion du savoir et recherche, renforcement des capacités internes et coordination, et activités de coopération internationale.

1.6 À la suite de la présentation des Perspectives économiques en Afrique lors de sa réunion du 21 avril 2009, le Conseil d'administration a demandé une note d'information sur les activités dans le domaine des TIC. La présente note est, par conséquent, destinée à informer les Conseils d'administration sur les progrès accomplis dans les opérations relatives aux TIC.

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE EN MATIÈRE DE TIC

PILIER 1 : FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE A LARGE BANDE

2.1 Infrastructure à large bande

i) **Études de pré-investissement** : Le déploiement approprié de communications à large bande requiert des investissements dans la connectivité internationale, les liaisons terrestres régionales entre pays, les réseaux dorsaux nationaux allant au-delà des villes principales, les connections du dernier kilomètre jusque dans les zones rurales et les zones non desservies, et la stimulation de la demande. La Banque n'a cessé de suivre de près les actions des intervenants tant publics que privés en Afrique, en vue de rechercher des partenariats pour la mise en œuvre de sa stratégie en matière de TIC. Après le Sommet de Kigali sur «Connect Africa» (2007), la Banque a pris un engagement important pour accroître ses investissements dans les TIC. Ainsi, elle octroie des fonds pour favoriser le déploiement de l'infrastructure matérielle, surtout par la facilitation des études de pré-investissement et de faisabilité, le financement des projets dans le cadre de PPP auprès du guichet du secteur privé. Les projets et études actifs sont au nombre de quatorze (14) et se trouvent à différents stades d'exécution.

L'annexe 1 présente un tableau récapitulatif de l'état d'avancement de l'exécution de chaque projet/étude (pilier 1)

ii) **Appui aux réseaux d'infrastructure** : Outre les études de pré-investissement, et afin de renforcer l'infrastructure à large bande en Afrique, la Banque s'emploie également à promouvoir des synergies entre les réseaux d'infrastructure de divers secteurs (transport, énergie, et eau et assainissement) dans tous ses projets. C'est pourquoi, la plupart des études et projets d'infrastructure de la Banque comportent actuellement des volets «fibre optique» pour les routes, les lignes de transport d'électricité et les chemins de fer. De tels efforts visant à intégrer les TIC dans l'élaboration de projets d'infrastructure tels que les routes et les lignes de transport d'électricité seront utilisés comme un facteur important dans les projets de la Banque, en vue d'optimiser les ressources, d'incorporer les TIC dans le développement rural intégré et de réduire les coûts de mise en œuvre.

PROJETS ET ETUDES EN COURS	
Opérations du secteur public	Opérations du secteur privé
1. Programme du réseau dorsal de l'Afrique centrale (CAB) ;	11. EASSy;
2. Liaisons terrestres de l'Association des télécommunications de l'Afrique australe (SATA) ;	12. Rascom;
3. Réseau d'infrastructure à large bande de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC-BIN) ;	13. New Dawn;
4. Réseau global de la CEDEAO (ECOWAN);	14. Main One; et
5. Réseau dorsal de l'Afrique du Nord (UMA) ;	15. Helios Shared Telecom
6. Réseau dorsal en fibre optique des Seychelles ;	16. Infrastructure
7. Satellite de navigation de l'Egypte (NAVISAT) ; et	
8. Communications maritimes pour la sécurité sur le Lac Victoria (MCSLV)	
9. Centres d'excellence TIC (Tunisie, Mali et Rwanda)	
10. Plan stratégique TIC de Maurice	

PILIER 2 : CADRES STRATEGIQUES ET REGLEMENTAIRES

2.2 L'appui à la réforme des cadres stratégiques et réglementaires nationaux nécessite une assistance technique pour combler l'écart d'efficacité sur le marché, et la promotion d'une

harmonisation des cadres stratégiques et réglementaires à l'échelon régional. La réalisation de ces objectifs passe par des études sur les principaux défis stratégiques régionaux et la promotion d'un dialogue entre pays, afin de s'entendre sur des questions telles que la tarification équitable des réseaux transfrontaliers, des régimes d'interconnexion non discriminatoires et le partage des infrastructures.

Les études appuyées par la Banque telles que les liaisons terrestres SATA, le réseau dorsal de l'Afrique centrale (CAB), le réseau dorsal de l'Afrique du Nord et ECOWAN, ont des volets stratégiques et réglementaires destinés à résoudre les questions (coûts et modalités d'interconnexion transfrontalière, et accès ouvert, etc.) qui entravent la bonne mise en œuvre de ces projets. En collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, la Banque continue de s'attaquer aux questions stratégiques et réglementaires, en vue d'œuvrer au développement des réseaux régionaux et nationaux d'infrastructure TIC à large bande. À ce jour, deux événements liés à ce pilier ont eu lieu, à savoir un atelier régional de dialogue sur les politiques organisé en Tanzanie pour une dizaine de pays d'Afrique de l'Est, et une réunion de dialogue/consultation entre les gouvernements de la République Tunisienne et de la République de Corée sur la politique de télécommunications de la Tunisie. **L'annexe 1 présente l'état d'avancement de la mise en œuvre du pilier 2.**

AUTRES DOMAINES PRIORITAIRES DE LA STRATEGIE OPERATIONNELLE

2.3 Programmes de renforcement des capacités : En tant qu'activité transversale, le renforcement des capacités est un volet à part entière de la stratégie à court et moyen terme de la Banque dans le domaine des TIC. Les programmes de la Banque visent, notamment, à combler le déficit de capacité des fonctionnaires des PMR et sensibiliser davantage les pouvoirs publics et le personnel de la Banque sur l'importance des TIC dans le développement. La création de trois centres d'excellence des TIC (Mali, Tunisie et Rwanda), l'organisation de programmes de sensibilisation à l'intention du personnel de la Banque (30 professionnels sectoriels) et des fonctionnaires des PMR (44 fonctionnaires des PMR et 7 membres du personnel de la Banque ayant suivi un programme de formation à KADO/NIA en République de Corée) sont des volets du programme de la Banque, dont l'état d'avancement de la mise en œuvre est **également présenté à l'annexe 1.**

2.4 Applications & services électroniques : La stratégie à moyen terme (2010-2012) de la Banque en matière de TIC consiste à favoriser l'accès, la compétitivité et la croissance économique dans les pays membres régionaux, grâce à une large utilisation des TIC par les institutions (y compris les pouvoirs publics), les entreprises et le grand public. Un nombre important de projets de la Banque à OSGE, OHSD et OSAN, comportent déjà des volets TIC.

2.5 AUTRES ACTIVITES

2.5.1 Perspectives économiques en Afrique : Innovation et TIC en Afrique

Le thème principal de la 8^e édition annuelle des *Perspectives économiques en Afrique* était l'innovation et les TIC en Afrique. EDRE et OINF ont activement participé à la préparation et la diffusion dudit rapport. Le rapport estime que, malgré les défis multiples, l'Afrique utilise les TIC de manière novatrice, en vue d'améliorer l'environnement des affaires en contribuant au développement des marchés, en surmontant les obstacles traditionnels liés à l'infrastructure et en réduisant les coûts des affaires. Le rapport indique, en particulier, que l'innovation nécessite une amélioration des politiques publiques et que le rôle de régulation des pouvoirs publics est très important pour obtenir

les résultats attendus des TIC et les applications novatrices que les TIC offrent. Ce rapport largement diffusé identifie, à cet égard, bon nombre d'exemples de bonnes pratiques qui devraient se multiplier à l'avenir.

2.5.2 Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PDIA)

La Commission de l'Union africaine (CUA), le Secrétariat du NEPAD et la Banque mènent conjointement une étude visant à élaborer un vaste Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PDIA). L'étude couvre quatre principaux domaines : transport, énergie, TIC et eau & assainissement. L'étude entend concevoir un cadre stratégique cohérent sur lequel reposeront la définition, la mise en œuvre, le suivi et le développement des infrastructures sur le continent, ainsi que l'établissement de partenariats susceptibles de promouvoir l'intégration économique et d'appuyer le développement du commerce en Afrique. La composante TIC du cadre stratégique du PDIA tiendra compte des piliers principaux de la stratégie opérationnelle de la Banque.

2.5.3 Sommet des Chefs d'État de l'UA sur les TIC (janvier 2010)

Le prochain Sommet des Chefs d'États de l'Union africaine prévu en janvier 2010 est consacré aux TIC, avec comme thème principal « Les technologies de l'information en Afrique : défis et perspectives de développement ». La Banque, en collaboration avec la CUA, l'UAT, le NEPAD, l'UIT, la CEA et les CER, participe activement aux réunions préparatoires des experts et du Bureau ministériel qui discutent des sous-thèmes et des principaux messages stratégiques à présenter au Sommet des Chefs d'État.

2.5.4 Site web sur les TIC : Une nouvelle page web sur les TIC a été élaborée et intégrée dans le site web de la BAD nouvellement lancé. Il a été le fruit d'une collaboration entre plusieurs départements, dont ERCU, OPSM et OINF. La page web couvre des sujets importants relatifs aux TIC, y compris la stratégie du Groupe de la Banque en la matière, des projets et programmes TIC, des ressources de financement et des services, des meilleures pratiques, l'appui aux TIC et des contacts de service. L'URL web de la page se présente comme suit : <http://www.afdb.org/en/topics-sectors/sectors/information-communication-technology/>

3. CONCLUSION

3.1 La plupart des projets à l'étude seront prêts pour investissement en 2010/2011. Ils devraient être financés dans le cadre d'accords de partenariat public-privé.

3.2 Les interventions de la Banque dans le domaine des TIC seront évaluées en septembre 2010. Tenant compte des progrès accomplis et des changements éventuels dans un domaine en évolution rapide, la Direction informera les Conseils d'administration de tout autre appui dont le secteur pourrait avoir besoin.

3.4 Les Conseils d'administration sont priés de prendre note des informations contenues dans la présente note.

ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE

ANNEXE.1

INFRASTRUCTURE, CADRE STRATEGIQUE/REGLEMENTAIRE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

1.	DEVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE TIC A LARGE BANDE :	
	<p><u>A. Programme de réseau dorsal de l'Afrique centrale (CAB) (160 millions d'USD) – Programme conjoint Banque mondiale/BAD :</u></p> <p>Améliorer l'infrastructure de base nationale et régionale, par le financement d'une liaison en fibre optique reliant le Tchad, la RCA et le Cameroun. Cette liaison offrira un accès à large bande aux autres pays de la région et l'infrastructure sous-marine internationale qui passe par le Cameroun.</p>	<p>Des études de pré-investissement sont en cours, avec des contributions s'élevant à 1 900 000 USD (Banque mondiale) et à 1 089 224 587 USD (BAD) qui seront finalisées d'ici à l'été 2010.</p>
	<p><u>B. Liaisons terrestres de l'Association des télécommunications de l'Afrique australe (SATA) :</u></p> <p>Le projet de liaisons terrestres de la SATA, étroitement lié au projet de Réseau de câble sous-marin de l'Afrique de l'Est (EASSy), comporte la mise en place d'un réseau sous-marin de câbles en fibre optique, avec des points de connexion terrestre à des localités stratégiques situées le long de la côte de l'Afrique de l'Est. Le projet couvrira une distance de 9 900 km, allant de Mtunzini en Afrique du Sud à Port Soudan au Soudan.</p>	<p>Des études de pré-investissement sont en cours, avec des contributions de la Banque s'élevant 490 000 USD. L'étude sera achevée avant fin 2009.</p>
	<p><u>C. Réseau d'infrastructure TIC à large bande de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC-BIN):</u></p> <p>Il s'agit d'une étude/analyse de pré-investissement détaillée pour la mise en place d'un réseau intégré d'infrastructure TIC à large bande en Afrique de l'Est (EAC-BIN), qui permettra une connectivité transfrontalière entre les pays de l'EAC et une liaison avec les portails mondiaux, grâce à des réseaux de câbles sous-marins en fibre optique.</p>	<p>La Banque a fourni une aide financière de 450 000 USD par le biais de l'IPPF-NEPAD pour l'étude. L'étude de faisabilité est en cours et devrait être achevée en décembre 2009.</p>
	<p><u>D. ECOWAN:</u></p> <p>Le réseau de la CEDEAO (ECOWAN), reliant le Siège de la Commission aux autres institutions et États membres de la CEDEAO, devrait permettre de relever le défi de la connectivité transfrontalière en Afrique de l'Ouest et de réduire les coûts.</p>	<p>La Banque a fourni 498 520 USD par le biais de l'IPPF-NEPAD. L'étude de faisabilité est en cours de finalisation.</p>
	<p><u>E. Réseau dorsal de l'Afrique du Nord (UMA):</u></p> <p>Il s'agit de deux études de faisabilité pour : i) le réseau dorsal en fibre optique de l'Afrique du Nord ; et ii) l'amélioration du cadre juridique et réglementaire du secteur des TIC de la région.</p>	<p>La Banque a fourni une aide à l'UMA pour la préparation des TDR des deux études et obtenu un don de l'IPPF-NEPAD pour recruter un cabinet de consultant chargé de mener les études.</p>
	<p><u>F. Satellite de navigation de l'Egypte (NAVISAT):</u></p> <p>Il s'agit d'une étude de faisabilité relative au projet de satellite de navigation, comportant quatre composantes</p>	<p>Les études de faisabilité détaillées ont démarré, suite à un don de 900 000 USD sur le Fonds d'assistance</p>

<p>– dont l’objectif est d’améliorer les communications, la navigation et la surveillance - pour permettre aux services de gestion du trafic aérien d’offrir des communications par satellite rentables et d’apporter des améliorations importantes aux services aéronautiques et, par conséquent, de renforcer la sécurité et l’efficacité du transport aérien.</p>	<p>technique (FAT) de la Banque pour les pays à revenu intermédiaire (PRI).</p>
<p>G. Réseau de câbles sous-marins des Seychelles :</p> <p>Le Gouvernement des Seychelles et la BAD ont engagé une étude relative au projet de réseau dorsal en fibre optique des Seychelles. En vue de faire face à la hausse prévue de la demande de capacité, le gouvernement envisage d’investir dans le réseau en fibre optique reliant les Seychelles à un câble sous-marin, qui constitue une infrastructure clé nécessaire pour son positionnement économique et le maintien de son niveau de développement en TIC dans la région.</p>	<p>La préparation d’une étude de faisabilité détaillée sur le projet est en cours et un cabinet de consultant a été recruté pour mener ladite étude et l’étude d’impact environnemental et social (EIES). Un don de 450 000 USD a été octroyé à l’étude au titre du Fonds fiduciaire pour les pays à revenu intermédiaire (PRI).</p>
<p>H. Communications maritimes pour la sécurité sur le Lac Victoria:</p> <p>Il s’agit d’une analyse détaillée de pré-investissement, qui devrait définir les interrelations entre les composantes commerciales et de sécurité (non commerciales) des communications maritimes pour la sécurité sur le Lac Victoria.</p>	<p>La Banque a approuvé un don de 495 000 USD, par le biais de l’IPPF-NEPAD, en faveur de la Commission du Bassin du Lac Victoria en Afrique de l’Est, pour le recrutement d’un cabinet de consultant chargé de réaliser l’étude de faisabilité.</p>
<p>I. EASSy:</p> <p>Le projet EASSy consiste en la construction d’un câble sous-marin en fibre optique le long de la côte Est de l’Afrique, pour la connexion d’une vingtaine de pays côtiers et de pays enclavés entre eux et avec le reste du monde. Le câble ira de Port Soudan, Soudan, à Mtunzini, Afrique du Sud, couvrant une distance d’environ 9 000 km.</p>	<p>Le coût total du projet a été estimé 235 millions d’USD. Il est financé par les 29 opérateurs de télécommunications les plus importants de l’Afrique de l’Est et de l’Afrique australe. La Banque fournit un prêt privilégié de 14,5 millions d’USD, soit près de 12,5 % du coût total du projet. Toutefois, le démarrage des activités commerciales est maintenant prévu pour le 2^e trimestre de 2010.</p>
<p>J. Rascom:</p> <p>Le projet Rascom consiste en la construction, le lancement et l’exploitation d’un satellite panafricain de télécommunications, qui fournit des services de location à large bande, une connectivité à large bande et une solution de téléphonie rurale aux opérateurs de télécommunications en Afrique.</p> <p>Le projet fournira un accès télécom aux collectivités rurales, facilitera la connectivité intra-africaine et réduira les coûts de communications internationales et nationales pour les opérateurs. Il réduira également les tarifs pour les utilisateurs finals et les flux de devises qui sortent du continent.</p>	<p>Le coût du projet s’élevait à 380 millions d’USD. La Banque fournit un prêt privilégié de 50 millions d’USD, dont le premier décaissement a eu lieu au 2^e trimestre de 2009. Le premier satellite de Rascom a été lancé en décembre 2007. En raison d’une fuite d’hélium lors du lancement, l’espérance de vie du satellite a diminué, passant de 22 à 15 ans. Un satellite de remplacement est actuellement en construction et son entrée en service est prévue pour le 3^e trimestre de 2010.</p>
<p>K. New Dawn:</p> <p>Le projet New Dawn consiste en la construction, le lancement et l’exploitation d’un système de satellite à</p>	<p>Le coût total du projet s’élève à 240 millions d’USD. Le promoteur principal est Intelsat, le numéro 1</p>

	<p>répondeur (30) placé en orbite sur 33° Est, de manière à desservir tout le continent africain. Ses principales applications comprennent : i) des liaisons terrestres cellulaires pour permettre à des opérateurs mobiles d'interconnecter leurs antennes éloignées ; ii) un réseau dorsal Internet pour permettre aux fournisseurs de services Internet d'accéder à la bande passante internationale ; iii) la connectivité de réseaux d'entreprise et d'institution situés dans des zones sans infrastructure terrestre ; et iv) la télédistribution et des relais pour des entreprises de médias.</p>	<p>mondial de l'exploitation de satellites. La Banque fournit un prêt privilégié de 30 millions d'USD. L'Accord relatif au prêt de la Banque devrait être signé sous peu.</p>
	<p>L. <u>Main One:</u></p> <p>Le projet envisage de poser 7 000 km de câble en fibre optique d'une capacité de 1,92 téraoctets par seconde. Suivant une topologie de réseaux principal et secondaire, le câble sera installé entre Seixal (Portugal), Accra (Ghana) et Lagos (Nigeria), avec des unités de connexion aux Iles Canaries, au Maroc, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Le câble de Main One favorisera une meilleure connectivité régionale et internationale, ainsi qu'une réduction des coûts de communication.</p>	<p>Le coût total du projet s'élève à 268 millions d'USD. Le projet est financé par l'<i>African Development Corporation</i>, Lagos, Nigeria. La Banque fournira un prêt privilégié de 60 millions d'USD. Le dossier du prêt est en cours de finalisation et la signature devrait avoir lieu en novembre 2009. La pose du câble a déjà commencé et le démarrage de son exploitation commerciale est prévu en juin 2010.</p>
	<p>M. <u>Projet d'infrastructure de télécom mutualisée Helios:</u></p> <p>Le projet envisage de construire 877 tours de télécommunications, correspondant au plan d'extension de la société Helios Towers Nigeria (HTN), la première société de partage de tours de télécom en Afrique. Le projet profitera aux opérateurs télécom qui, en partageant et louant des tours, libèrent des fonds qu'ils pourront consacrer à l'amélioration de la qualité du service et de la couverture.</p>	<p>Le coût total du projet s'élève à 345 millions d'USD. La Banque financera 30 millions d'UC sous forme de prêt privilégié. La négociation du prêt est en cours et devrait s'achever avant fin 2009. Le plan d'extension de l'emprunteur a déjà démarré et près de 350 tours ont déjà été installées.</p>
<p>2.</p>	<p>CADRE STRATÉGIQUE ET RÉGLEMENTAIRE</p>	
	<p>A. <u>Atelier sur le cadre stratégique et réglementaire des TIC de l'EAC (octobre 2009)</u> : Les participants sont issus des ministères chargés de l'élaboration des politiques en matière de TIC, ainsi que des organes de régulation des TIC, des dix pays de l'Afrique de l'Est, outre les représentants de la BAD, des communautés économiques régionales et de la République de Corée. L'objectif était d'engager un dialogue sur des questions de convergence de l'industrie des TIC de la région.</p>	<p>Un rapport a été préparé pour discuter des recommandations de l'atelier et de leurs incidences sur les activités de la Banque.</p>
	<p>B. <u>Dialogue sur les politiques TIC entre la Tunisie et la République de Corée : (octobre 2009)</u></p> <p>Les plans d'action de 2009 au titre des projets de coopération en matière de TIC entre la BAD et KCC comprenaient des consultations stratégiques sur : la</p>	<p>Ce dialogue a été organisé et facilité par le groupe TIC de la Banque. Des expériences ont été partagées sur la</p>

	<p>politique de télécommunications, la politique de radiodiffusion, la politique de normalisation, le cadre juridique et la politique de protection de l'information. Quatre responsables du ministère tunisien des TIC ont rendu visite à KCC à Séoul pour partager leurs expériences et engager un dialogue sur la politique de la Tunisie dans le domaine des télécommunications.</p>	<p>concurrence concernant le marché des télécommunications, l'infrastructure télécom, ainsi que les politiques de convergence, la libéralisation du marché et les systèmes de régulation des télécoms. Des domaines de collaboration ont été identifiés et le plan de mise en œuvre est en cours de discussion.</p>
<p>3.</p>	<p>RENFORCEMENT DES CAPACITES</p>	
	<p>A. Tunisie: Un centre d'excellence TIC (CAETIC) sera installé à Tunis pour former de hauts responsables et décideurs du secteur des TIC. Il servira également de centre de recherche pour les administrateurs et fournisseurs africains de services spécialisés dans le domaine des TIC.</p>	<p>Les termes de référence de l'étude de faisabilité ont été préparés et la Banque a mobilisé un montant de 472 000 USD auprès du Fonds fiduciaire de la France. L'étude est en cours de réalisation.</p>
	<p>B. Rwanda : Le Centre régional du Rwanda est appelé à mettre en place des capacités appropriées pour la formation de haut niveau (mastère et doctorat), et à renforcer la recherche et l'innovation, en vue de stimuler le développement du secteur des TIC, d'améliorer la compétitivité et de favoriser la croissance économique.</p>	<p>Le Gouvernement du Rwanda, Carnegie Mellon University et la Banque discutent actuellement des modalités de mise en œuvre du projet, dont la préparation est en cours.</p>
	<p>C. Mali : Le Centre de haute technologie du Mali est appelé à former des étudiants de niveau universitaire, en vue de constituer une main-d'œuvre TIC dont les petites et moyennes entreprises, l'industrie des TIC et le secteur public ont besoin de manière urgente. Le centre offrira également une formation à distance et des programmes d'incubation d'entreprises.</p>	<p>Avec l'aide de la Banque, le Gouvernement du Mali a fini de rédiger les termes de référence de l'étude de faisabilité, et a obtenu un don de 150 000 euros auprès du Gouvernement de la France pour ladite étude, dont la réalisation est en cours.</p>
	<p>D. KADO/NIA (R. de Corée) : La Banque et le Gouvernement de la République de Corée ont signé un Mémoire d'entente en octobre 2008, qui couvre notamment des aspects de renforcement des capacités et prévoit des stages de formation en TIC pour la période 2009-2010.</p>	<p>Une série de programmes de formation et de visites d'étude ont été organisés entre octobre 2008 et juin 2009 en République de Corée, pour des participants venus des PMR et le personnel de la Banque. À ce jour, cinquante et un participants ont pris part à ces stages de formation organisés par KADO et NIA de la République de Corée.</p>
	<p>E. Sensibilisation du personnel de la Banque dans le domaine des TIC : Une série d'ateliers sont prévus pour sensibiliser le personnel de la Banque et les fonctionnaires des PMR sur l'importance des TIC dans le développement et la nécessité de les intégrer dans les documents de stratégie pays et les programmes de la Banque. Ces ateliers visent à faire comprendre les possibilités qu'offrent les TIC pour la réalisation des objectifs de développement national.</p>	<p>Un atelier d'un jour a été organisé en octobre 2009 au siège de la Banque. Il s'agit de la première édition d'une série d'ateliers destinés aux professionnels sectoriels de la Banque. Un atelier d'une demi-journée a également été organisé pour les responsables sectoriels de la Banque.</p>